



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
25 juin 2001
Français
Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 septembre 2001, New York

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Cadres de coopération de pays
et questions connexes**

**Deuxième cadre de coopération avec le Mozambique
(2002-2006)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Situation du développement envisagée sous l'angle du développement humain durable	2-7	2
II. Résultats et enseignements tirés de la coopération passée	8-13	3
A. Principaux résultats	9-12	3
B. Enseignements tirés	13	3
III. Objectifs, domaines du programme et résultats escomptés	14-29	4
A. Appui à la lutte contre la pauvreté	17-20	4
B. Promotion de la gouvernance démocratique	21-29	5
IV. Arrangements de gestion	30-36	7
Annexe		
Tableau des objectifs de mobilisation des ressources pour le Mozambique (2002-2006)		9

Introduction

1. Le deuxième cadre de coopération avec le Mozambique qui couvre la période 2002-2006 a été établi à partir d'un processus participatif de consultations avec le Gouvernement du Mozambique, les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'avec des organisations de la société civile. Il se fonde sur les priorités nationales de développement définies par le Gouvernement dans le *Plano de Acção para a Redução de Proeza Absoluta* (2001-2005) (PARPA) (Programme d'action de réduction de la pauvreté absolue), le plan national quinquennal de développement (2000-2004), le bilan commun de pays (2000) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2001) ainsi que sur les résultats de l'examen du bureau de pays du PNUD réalisé en septembre 2000. Il a été également tenu compte de la révision du cadre de résultats stratégiques (2001), du plan d'action (2001) du bureau de pays du PNUD ainsi que du plan d'action de l'Administrateur du PNUD (2001-2003) y compris les six priorités du PNUD en matière de pratiques internationales. Le deuxième cadre de coopération de pays (CCP) a été harmonisé avec les cycles de programmation des membres du Groupe des Nations Unies pour le développement actifs au Mozambique.

I. Situation du développement envisagée sous l'angle du développement humain durable

2. De manière générale, le Mozambique a fait des progrès significatifs au cours des dernières années, marquées par l'introduction du pluralisme et de politiques économiques fondées sur l'économie de marché, notamment des réformes structurelles de grande envergure liées à la privatisation et à la libéralisation. Il en est résulté une croissance économique rapide ainsi qu'une stabilité macroéconomique au cours de la décennie écoulée. La participation du Mozambique au Programme spécial amélioré d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) a permis de réduire sa dette extérieure de 2,7 milliards de dollars à environ 800 millions de dollars en valeur actuelle nette.

3. En dépit des succès remportés sur le plan macroéconomique, le pays continue à faire face à maints pro-

blèmes dans le domaine du développement, notamment la nécessité de parvenir à maintenir une forte croissance, de réduire la pauvreté largement répandue, de consolider la démocratie et la stabilité politique, de faire baisser le taux de chômage, d'améliorer l'égalité entre les sexes dans la vie politique et économique, de réduire le taux élevé d'incidence du VIH/sida et de diminuer la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles.

4. Dans le *Rapport mondial sur le développement humain 2000*, le Mozambique se situe à la 168^e place sur 174 pays avec un indicateur du développement humain (IDH) de 0,341. Malgré de robustes taux de croissance au cours des 10 dernières années, près de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national, estimé à 0,40 dollar par jour. Les femmes sont particulièrement vulnérables à l'appauvrissement en raison de facteurs historiques et culturels et de leur accès toujours limité à l'éducation et aux possibilités d'emploi.

5. La stratégie gouvernementale visant à lutter contre la pauvreté généralisée est décrite dans le PARPA, dont l'objectif à moyen terme est de réduire la pauvreté absolue de 30 % au cours de la présente décennie, et de 15 % de plus d'ici à 2015 en vue de réaliser les objectifs du Sommet du Millénaire. Le programme reconnaît que la pauvreté constitue un phénomène à la fois intersectoriel et multidimensionnel qui requiert une approche globale intégrée. Le PARPA intègre à cet effet des éléments de diverses politiques et stratégies nationales relatives aux questions de population, de sécurité alimentaire, d'emploi et de lutte contre le VIH/sida tout en accordant une attention particulière à l'accroissement de la productivité agricole et au renforcement des capacités institutionnelles. Dans sa forme définitive, le PARPA constituera le document stratégique du Mozambique sur la lutte contre la pauvreté, tout en offrant une base à la participation du pays au Programme amélioré d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés.

6. L'épidémie de VIH/sida se profile comme l'une des menaces les plus sérieuses pour le développement, affectant environ 16 % de la population adulte. Outre ses conséquences économiques néfastes, selon les estimations du *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, l'espérance de vie tombera de 42,5 ans à 35,9 ans d'ici à 2010 si le VIH/sida se propage sans être contenu. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a déterminé que le VIH/sida

constituait la priorité des membres du Groupe des Nations Unies pour le développement pour la période 2002-2006, l'objectif de chaque organisme étant d'affecter 25 % de ses ressources ordinaires à cette fin.

7. Les principaux défis dans le domaine de la gouvernance reflètent la transition d'un système de gouvernement centralisé à un système pluraliste. Ils portent notamment sur le besoin d'une décentralisation accrue et d'une dévolution de l'autorité de décision, d'une participation plus intense de la société civile, en particulier des femmes, à tous les niveaux de décision et, de façon générale, sur la nécessité d'améliorer le respect de l'obligation redditionnelle ainsi que d'une transparence accrue dans la gestion des affaires publiques.

II. Résultats et enseignements tirés de la coopération passée

8. L'appui du PNUD au premier CCP (1998-2000) s'est manifesté dans les quatre domaines thématiques suivants : a) élimination de la pauvreté; b) gestion de l'environnement et des ressources naturelles; c) gestion économique et financière; et d) gouvernance. Une cinquième intervention, bien que ne figurant pas au nombre des thèmes fondamentaux, est venue s'y ajouter, à savoir la coordination de l'aide multilatérale et bilatérale pour l'action antimines.

A. Principaux résultats

9. Grâce à la confiance dont il jouit auprès de ses partenaires du Gouvernement et de la communauté des donateurs, le PNUD a été en mesure de mobiliser près de 100 millions de dollars en plus de l'allocation de 30 millions de dollars au titre des ressources ordinaires. Le PNUD a également apporté son appui au Gouvernement pour organiser à Rome en mai 2000 avec l'aide de l'Italie une Conférence internationale d'appel de fonds. Cette conférence a récolté approximativement 450 millions de dollars pour des projets de reconstruction et de relèvement suite aux inondations de 2000.

10. Au cours du premier CCP, le PNUD a joué un rôle crucial dans plusieurs secteurs du développement. Les plus significatifs étant la coordination de l'important appui multilatéral et bilatéral accordé au renforcement des capacités dans les domaines délicats

de la gouvernance, tels que les services de police, l'administration de la justice, les institutions parlementaires, le Parlement, les élections présidentielles de 1999, le développement de médias indépendants et la facilitation du dialogue ainsi que le rapprochement entre le Gouvernement, ses principaux opposants et la société civile par le biais d'études prospectives à long terme. L'appui accordé aux efforts nationaux de consolidation de la démocratie, des institutions démocratiques et de la primauté du droit a représenté une contribution modeste, mais néanmoins efficace.

11. Tout aussi important, le PNUD et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) ont piloté, avec un cofinancement des Pays-Bas, des méthodologies participatives de planification et de financement au niveau de district dans la province de Nampula, dans le but d'augmenter la transparence et le respect de l'obligation redditionnelle en matière de gouvernance locale et de mécanismes de prise de décisions. Cette étude pilote couronnée de succès a été adoptée officiellement comme cadre de politique nationale de développement pour la planification à l'échelon de district. Elle sera étendue grâce à un prêt d'environ 30 millions de dollars de la Banque mondiale/Association internationale de développement. Elle sera également adoptée par plusieurs instances d'aide bilatérale intéressées par la planification au niveau de district.

12. D'autres résultats notables ont trait à l'appui technique et à la coordination fournis au Gouvernement pour l'élaboration d'une stratégie nationale et provinciale de lutte contre le VIH/sida et de programmes d'action qui ont donné lieu à une table ronde sur le VIH/sida en novembre 2000 à l'issue de laquelle les contributions annoncées ont atteint près de 105 millions de dollars. Le PNUD, par le biais des Volontaires des Nations Unies (VNU) a également introduit des méthodologies de mobilisation des communautés pour éliminer la pauvreté aux niveaux administratifs de la province et du district.

B. Enseignements tirés

13. Compte tenu des conclusions et des recommandations de l'examen du bureau de pays réalisé en septembre 2000 ainsi que des observations du Gouvernement et des parties concernées, en élaborant le deuxième CCP ainsi que les programmes et projets qui le composent, le PNUD accordera une attention particulière aux enseignements tirés et aux problèmes suivants :

a) Limiter le nombre de domaines thématiques et de programmes correspondants et veiller à ce que la formulation des sous-programmes s'inscrive dans un cadre de programmation, les liens entre les sous-programmes devant être clairement définis, entraînant des synergies au sein des sous-programmes et entre les sous-programmes;

b) Veiller à ce que les interventions appuyées par le PNUD dans le cadre de la modalité de l'exécution nationale soient pleinement adoptées par le Gouvernement, qu'elles s'inscrivent dans la durabilité et bénéficient d'un renforcement des capacités;

c) Institutionnaliser une approche axée sur les résultats à toutes les étapes du cycle de programmation et de gestion du programme, et, tout aussi important, définir avec précision le concept et la pratique du processus de démarginalisation, et les assortir des mécanismes correspondants en vue d'en assurer le suivi et d'évaluer les progrès accomplis;

d) Élaborer des programmes et des projets qui démontrent un impact potentiel sur la création d'une politique et d'un cadre réglementaire propices aux réformes sociales, économiques et politiques ainsi qu'à l'élimination de la pauvreté.

III. Objectifs, domaines du programme et résultats escomptés

14. **Stratégie.** Conformément aux priorités nationales de développement définies dans le Plano de Acção para a Redução de Projeção Absoluta ainsi qu'aux objectifs stratégiques du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, l'objectif primordial du deuxième CCP est d'appuyer les efforts nationaux visant à réduire la pauvreté absolue de 30 % au cours de la première décennie du nouveau millénaire. Cet objectif sera réalisé grâce aux activités de renforcement des capacités en amont au sein de deux domaines du programme, la lutte contre la pauvreté et la gouvernance démocratique. Dans le domaine du programme de lutte contre la pauvreté, le PNUD appuiera les activités ayant un impact direct sur la réduction de la pauvreté, telles que la promotion de politiques et de stratégies macroéconomiques et des politiques de l'emploi favorables aux pauvres, la promotion d'un climat propice à la création de petites et de microentreprises ainsi que les activités limitant l'impact du VIH/sida sur le développement. Dans le domaine du programme de la gou-

vernance démocratique, le PNUD accordera un appui au renforcement des institutions démocratiques clefs, à l'amélioration de l'efficacité d'institutions spécifiques du secteur public ainsi qu'à la promotion de la gouvernance participative à l'échelon local.

15. Dans les activités de ces deux nouveaux programmes, une attention particulière sera accordée à deux aspects intersectoriels, l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme. L'intégration de l'égalité entre les sexes se fera grâce à une analyse systématique et à l'évaluation des incidences du programme et des décisions sur les hommes et les femmes tandis que les principes et les normes relatifs aux droits de l'homme seront intégrés dans tous les aspects de l'élaboration et de la gestion des programmes.

16. Conformément à la nouvelle orientation du PNUD en faveur des pratiques internationales, le deuxième CCP sera fondé sur une stratégie de double intervention : a) élaboration en amont de politiques et de plaidoyer en faveur d'une législation et d'un cadre réglementaire appropriés à la lutte contre la pauvreté et à la gouvernance démocratique; et b) le développement institutionnel assorti de mesures spécifiques en aval directement reliées aux activités en amont. Cette approche du PNUD sera mise en oeuvre avec la latitude voulue pour lui permettre de saisir les opportunités qui se présenteraient de forger des alliances et de mobiliser des ressources, en particulier au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

A. Appui à la lutte contre la pauvreté

17. Le PNUD appuiera trois volets interdépendants qui se renforcent mutuellement dans le cadre du programme :

Création d'emplois au moyen de la promotion des entreprises

18. L'appui du PNUD dans ce secteur sera fourni dans le cadre du Programme intégré du projet Entreprises au Mozambique de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il visera également à élargir les initiatives cofinancées débutées au cours du premier CCP, en s'attachant particulièrement aux activités en amont ainsi qu'au renforcement des capacités. Les partenaires stratégiques extérieurs sont notamment l'Unité spéciale pour le microfinancement, le Fonds d'équipement des Nations

Unies, le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, l'Australie, la Banque africaine de développement, le Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets (UNOPS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Italie, le Programme pour le développement humain au niveau local et l'Antipoverty Partnership Initiative. Les produits et résultats escomptés sont notamment les suivants : un cadre réglementaire cohérent et propice pour le secteur, le renforcement réussi d'au moins 10 institutions locales de microfinancement en vue de leur permettre de desservir au moins 50 000 clients, en faisant usage des principes et meilleures pratiques du Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres; création ou consolidation d'au moins 100 micro ou petites et moyennes entreprises; et diminution effective des niveaux de pauvreté absolue dans certaines communautés cibles.

Promotion d'initiatives communautaires de lutte contre la pauvreté

19. Le PNUD pilotera plusieurs projets communautaires portant sur les moyens d'existence qui visent à satisfaire les besoins spéciaux de groupes sous-privilégiés tels que les jeunes, les femmes et les chômeurs dans le cadre du Programme national intégré pour l'action sociale, les jeunes et l'emploi. Les partenaires stratégiques extérieurs sont l'Allemagne, le Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets/Programme pour le développement humain à l'échelon local, la France, la Coopération suisse/VNU, l'Italie et l'Union européenne. Les résultats escomptés sont les suivants : un cadre stratégique national pour les interventions en faveur du développement rural durable; une Commission nationale pour la réinsertion sociale consolidée et efficace; une diminution des niveaux de pauvreté absolue; et une utilisation et une gestion durables des ressources naturelles dans les provinces de Maputo, Manica, Sofala, Inhambane, Nampula et Gaza.

Réduction des incidences socioéconomiques du VIH/sida

20. Le PNUD travaillera dans le cadre d'une réponse commune de l'Organisation des Nations Unies au VIH/sida visant à renforcer les capacités institutionnelles nationales et sous-nationales afin d'appliquer la stratégie et le Plan d'action national de lutte contre le

VIH/sida. Les partenaires externes stratégiques du PNUD dans ce domaine comprendront l'Équipe de pays des Nations Unies, le Royaume-Uni, la Banque mondiale, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et le Projet régional du PNUD sur le VIH/sida. L'appui du PNUD devrait contribuer à accroître les capacités nationales et provinciales en vue d'établir la carte du VIH/sida et de préparer et d'appliquer des réponses multisectorielles à l'épidémie, le résultat étant la réduction des niveaux prévus des taux de séroprévalence, qui sont actuellement de 16 %, en particulier parmi les jeunes.

B. Promotion de la gouvernance démocratique

21. Le PARPA et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement identifient la gouvernance démocratique comme une condition nécessaire à la réussite d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté. L'appui du PNUD consolidera plusieurs initiatives de gouvernance élaborées au cours du premier CCP et fera fond sur celles-ci dans le cadre de trois sous-programmes interdépendants :

Promotion de la gouvernance locale participative

22. **Décentralisation et gouvernance locale.** L'appui du PNUD/FENU dans ce domaine mettra l'accent sur le renforcement des capacités aux fins de la planification et de la gestion participative du développement au niveau des provinces et des districts, et sur le travail en amont, au niveau central, pour traduire les enseignements tirés sur le terrain dans des actions gouvernementales nationales. Les partenaires clefs qui travaillent dans ce domaine sont la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Irlande, l'Italie (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Programme relatif au développement humain au niveau local), la Norvège et les Pays-Bas. Les résultats escomptés comprennent l'élaboration d'un cadre national pour la gouvernance locale participative, ainsi qu'une capacité accrue dans trois à cinq districts par province d'appliquer les politiques et programmes nationaux avec une participation locale substantielle.

Renforcement de l'efficacité dans le secteur public

23. **Réforme de la fonction publique.** Le PNUD étendra l'appui en amont qu'il avait commencé à apporter aux fins de l'élaboration du Programme de réforme du secteur public (2001) en renforçant les capacités de l'*Instituto Médio da Administração Pública* (IMAP) et en fournissant une formation intégrée à court et long terme à l'intention des fonctionnaires aux classes de début ou intermédiaires. Les principaux partenaires extérieurs dans cette entreprise sont la Banque mondiale, le Danemark, l'Irlande, le Portugal, le Royaume-Uni et la Norvège. Au cours de la période couverte par le CCP, environ 30 % des fonctionnaires dans la catégorie des cadres auront reçu une formation nouvelle ou plus poussée en administration publique et gestion et la capacité de fond de l'IMAP aura été améliorée au moyen de nouveaux programmes et du perfectionnement de ses instructeurs, ce qui renforcera la capacité générale de la fonction publique de fournir des services publics de façon efficace et équitable.

24. **Gestion économique.** Au titre de cet élément, le PNUD prêtera un appui en matière de renforcement des capacités au Ministère de la planification et des finances, en fournissant des services consultatifs, un appui direct et une formation aux fins de l'élaboration des politiques, du suivi et de l'évaluation de l'application du PARPA, de la compilation des données relatives à la pauvreté et à la protection sociale ventilées par sexe et des réformes fiscales. Le PNUD collaborera avec des partenaires multilatéraux et bilatéraux, dont les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, ainsi que les donateurs qui fournissent actuellement un appui au budget. Les résultats escomptés comprennent l'élaboration de scénarios à moyen terme pour l'application du PARPA, la capacité améliorée d'examiner le cadre budgétaire de l'État et son application par les administrations centrales et provinciales et, en général, une capacité régionale renforcée en vue d'incorporer de façon systématique les questions liées à la pauvreté dans toutes les politiques et tous les instruments de planification macroéconomiques.

25. **Réduction de la vulnérabilité.** Le PNUD fournira une assistance technique en vue de renforcer la capacité de coordination de l'*Instituto Nacional para a Gestão de Calamidades* aux fins de la préparation aux catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets, et de l'*Instituto Nacional de Desminagem* pour la coordination des activités de déminage à l'échelle du pays. Les partenaires extérieurs associés à cette initiative comprennent le Service de l'action antimines de

l'ONU, la Division des interventions d'urgence du PNUD, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, l'Italie, le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni. Les résultats escomptés sont un système national bien coordonné de gestion des catastrophes, un plan national d'action antimines et une stratégie à long terme de réduction de la vulnérabilité axée sur le développement. Les effets d'ensemble seront une réduction progressive du nombre de personnes touchées par les catastrophes naturelles et la pollution par les mines au cours du deuxième CCP.

Renforcement des institutions démocratiques clefs

26. **Parlement.** Au titre de cet élément, le PNUD apportera une assistance à l'élaboration d'un plan stratégique aux fins de la modernisation du Parlement et coordonnera et facilitera un appui multilatéral visant à accroître l'efficacité avec laquelle le Parlement s'acquittera de ses fonctions législatives et de supervision, dans le cadre du processus de renforcement de la démocratie naissante et de l'état de droit au Mozambique. Les partenaires clefs pour cette initiative sont l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas et le Portugal et les résultats escomptés sont une capacité renforcée de l'Assemblée nationale d'élaborer une législation fondée sur le respect des droits et d'allouer les ressources limitées à l'appui des initiatives de réduction de la pauvreté, en prêtant une attention particulière à l'accroissement de la participation des femmes au processus d'élaboration des lois.

27. **Justice et ordre public.** Le PNUD continuera à remplir son rôle de coordination de l'appui multilatéral en vue d'améliorer la capacité du système judiciaire et des tribunaux de faire respecter la primauté du droit et d'assurer que la justice soit rendue dans des délais raisonnables, et la capacité des différents services de police de s'acquitter de leurs responsabilités fondamentales s'agissant du maintien de l'ordre d'une façon compatible avec la démocratie. Les partenaires engagés dans cette entreprise sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse, l'UNOPS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Les résultats escomptés au cours du deuxième CCP comprennent une diminution de 40 % des affaires en attente de jugement et de 30 % des incidents signalés consistant en des arrestations et dé-

tentions arbitraires et des abus de pouvoir attribués à la police. En outre, il y aura une capacité opérationnelle accrue des unités de police dans les zones prioritaires du pays, à savoir les grands couloirs de transport et les grandes villes, l'établissement de mécanismes de règlement des différends et l'émergence d'un environnement juridique propice à la cohésion sociale, à la stabilité politique et à un développement humain durable.

28. Médias. Le PNUD, en collaboration avec les Gouvernements danois, finlandais, norvégien, portugais et suédois et avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, continuera de prêter un appui visant à renforcer la capacité humaine technique et organisationnelle de médias communautaires indépendants et de médias publics, comme moyen de promouvoir le développement de la bonne gouvernance et de la démocratie au Mozambique. Les résultats escomptés à la fin du deuxième CCP sont des médias indépendants efficaces, un émetteur radio provincial pleinement opérationnel couvrant l'ensemble du territoire national et un nombre accru de femmes journalistes ayant suivi une formation.

29. Projets relatifs à l'appui aux politiques. En sus des deux domaines de programmation essentiels ci-dessus, le PNUD élaborera un mécanisme de décaissement rapide pour les projets en vue d'appuyer des initiatives thématiques mais non liées à un programme sur les nouvelles politiques et les autres questions de développement au cours du deuxième CCP. Ce type d'initiative comprendra un travail d'analyse à l'appui des services d'élaboration des politiques et des services consultatifs en amont, des activités de plaidoyer au titre de rapports nationaux sur le développement humain, la série d'études spéciales intitulée *Occasion Papers Series* et un forum du développement, et la facilitation de l'application d'un document-cadre sur la technologie de l'information et de la communication au Mozambique.

IV. Arrangements de gestion

30. Coordination de l'aide. Dans le cadre de l'appui apporté au titre du deuxième CCP, le PNUD fournira une assistance technique en vue de renforcer la direction par le Gouvernement de l'ordre du jour et du processus de développement national en améliorant la coordination et la gestion de l'aide pour le développe-

ment. À cet égard, le PNUD fournira un appui à l'autorité gouvernementale de coordination (MINEC) dans trois domaines particuliers : a) l'élaboration d'un nouveau plan-cadre de coopération technique; b) la simplification et l'harmonisation des procédures et des obligations redditionnelles à l'égard des donateurs en vue de réduire les coûts de transaction de l'assistance extérieure, en s'appuyant sur les récentes données d'expérience acquises à l'échelle du secteur; et c) l'élaboration d'une base de données chronologiques relatives aux flux d'assistance technique et financière, ce qui permettra au Gouvernement de mieux intégrer les ressources extérieures dans les programmes nationaux de développement.

31. Gestion du CCP. La supervision du deuxième CCP sera confiée à un comité directeur, qui sera coprésidé par la MINEC et le PNUD et qui réunira les principales parties prenantes, à savoir les ministères techniques et certains partenaires nationaux et internationaux, en particulier les organismes du Groupe des Nations Unies pour le développement. Sous les auspices du Comité directeur, le deuxième CCP fera l'objet d'examen annuels en vue de déterminer les progrès d'ensemble faits vers la réalisation des résultats précisés dans le CCP et les deux domaines de programmation. Une évaluation externe du CCP sera réalisée en 2005 en vue de déterminer dans quelle mesure l'application du CCP et de ses programmes aura alors atteint ou sera en train d'atteindre ses objectifs et résultats d'ensemble et de tirer des enseignements pertinents pour le troisième CCP.

32. L'exécution nationale restera la modalité préférée pour la gestion des programmes au titre du deuxième CCP. Ce principe sera appliqué en s'appuyant sur la participation – dans l'acception la plus large du terme – des institutions nationales et des organisations non gouvernementales qui ont fait preuve de leurs capacités techniques et administratives et qui peuvent être tenues pleinement responsables de la gestion des ressources et de l'obtention de résultats. Des mesures spéciales seront prises pour développer les capacités aux fins de l'exécution nationale au moyen de formations et pour améliorer l'appropriation nationale et les perspectives de viabilité des programmes de développement.

33. Pour assurer la haute qualité des programmes et des services consultatifs en amont, le deuxième CCP envisage d'utiliser régulièrement les compétences accumulées et les capacités et les compétences spécialisées au sein des institutions spécialisées des Nations

Unies et d'accéder aux compétences spécialisées par l'intermédiaire du réseau des centres de contact sous-régionaux et du Programme des Volontaires des Nations Unies. En outre, le partage des données d'expérience pertinentes entre pays en développement sera encouragé en recourant à la modalité de la coopération technique entre pays en développement.

34. La gestion des projets sera guidée par les principes de la gestion axée sur les résultats, en utilisant trois instruments existants, le cadre de résultats stratégiques, le plan de gestion du bureau de pays et le rapport annuel axé sur les résultats. Les deux domaines de programmation seront reliés au moyen de la planification coordonnée des travaux et du suivi participatif, et du processus d'évaluation et d'établissement de rapports afin de faciliter une approche globale de l'assistance du PNUD.

35. **Stratégie de mobilisation des ressources et de partenariats.** Le deuxième CCP visera à consolider les succès enregistrés dans le domaine de la mobilisation des ressources par le premier CCP et à s'appuyer sur ceux-ci, ainsi que sur la position du PNUD en tant que partenaire fiable du Gouvernement. La stratégie visera essentiellement à utiliser les ressources ordinaires du PNUD comme capitaux d'amorçage en vue d'obtenir des cofinancements de tierces parties et des ressources au titre de fonds d'affectation spéciale thématiques et il s'attachera aussi à conclure des arrangements financiers parallèles. En particulier, tous les programmes seront conçus en vue de maximiser la collaboration et la mobilisation des ressources auprès des différentes sources et adopteront des modalités d'application fondées sur le partenariat. Tout aussi important est le fait que la stratégie ira au-delà des partenariats financiers en vue de faciliter l'accès aux connaissances, au savoir-faire et aux capacités disponibles par le biais du réseau mondial des institutions spécialisées des Nations Unies, des centres de contact mondial et régionaux du PNUD et d'autres sources de compétences spécialisées et de connaissances.

36. **Système du coordonnateur résident.** Conformément à l'évaluation qui figure dans le bilan commun de pays 2000 et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en 2001, le PNUD continuera d'accorder une importance particulière à une gestion efficace et d'équipe du système du coordonnateur résident, en prêtant attention aux besoins spéciaux des organismes non résidents. Dans ce contexte, le PNUD s'efforcera de faire fond sur les récentes réalisations de

l'Équipe de pays des Nations Unies, que reflètent l'harmonisation des cycles de programmation, l'élaboration réussie des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de la deuxième génération, sur laquelle des programmes de chaque organisme ont été basés, et la programmation conjointe. De nouveaux processus seront mis au point en vue de faciliter la collaboration en matière de programmation et de suivi, et l'évaluation et l'établissement de rapports communs sur l'exécution du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2002-2006).

Annexe

Tableau des objectifs de mobilisation des ressources pour le Mozambique (2002-2006)

<i>Source</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>	<i>Remarques</i>
Ressources de base du PNUD		
Montant estimatif du report	3 952	Comprend le montant du report des MCARB 1 et MCARB 2 et de l'allocation au titre des services administratifs et opérationnels.
MCARB 1.1.1	19 160	Montant affecté immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	De 0 à 66,7 % de MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de la planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
AEPP/AST	1 000	
Total partiel	24 112^a	
Autres ressources		
Participation aux coûts du Gouvernement	—	
Participation aux coûts de tierces parties	48 000	
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds dont :	12 000	
FENU	2 000	
Autres fonds d'affectation spéciale	10 000	
Total partiel	60 000	
Total général	84 112^a	

^a Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

Abréviations : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = appui aux services techniques; FENU = Fonds d'équipement des Nations Unies; MCARB = montants cibles pour l'allocation des ressources de base.